

Transition énergétique : Engie monte au créneau face à la « petite musique » d'un retour en arrière

A quelques semaines des élections, Engie a commandé un sondage auprès de CSA pour évaluer l'opinion publique européenne. Il en ressort de profondes différences entre les pays.



Si l'Allemagne demeure sans surprise opposée au nucléaire, la France se montre méfiante par rapport aux éoliennes.
(Photo Odd Andersen/AFP)

Par [Nicolas Rauline](#)

Publié le 11 avr. 2024 à 07:22 Mis à jour le 11 avr. 2024 à 07:29

La transition énergétique est en danger. C'est le cri d'alarme que lance Catherine MacGregor. A l'heure des restrictions budgétaires et des replis nationalistes, et à quelques semaines des élections européennes, la patronne d'Engie s'appuie sur un sondage réalisé par CSA auprès de 10.000 Européens, dans dix pays, pour rappeler les politiques à leurs obligations.

« Nous commençons à entendre une petite musique de remise en cause de la transition énergétique. Nous voulions vérifier si ce retour en arrière était partagé par les citoyens, si la transition était vue comme trop dure, trop chère. Or, il s'avère qu'en grande majorité, les Européens pensent que la transition est en marche, ils comprennent les enjeux et savent ce qu'il faut faire pour y arriver. »

La peur des coûts

Selon le sondage, 52 % des Européens « voient bien » ce qu'est la transition énergétique. Ils l'associent notamment à la priorité de développer les énergies renouvelables (à 81 %) et de sortir des énergies fossiles (à 61 %) - moins toutefois à la baisse de la consommation énergétique. Ils ne sont que 49 % à souligner l'importance de restreindre sa consommation.

Autre nuance : la barrière financière. L'investissement nécessaire est le premier frein à la transition énergétique, pour 47 % des Européens, devant le manque d'efforts des politiques publiques (36 %) et des contraintes trop importantes au quotidien (30 %). Les Européens émettent ainsi clairement des inquiétudes sur le coût de la transition.

Dans le détail, certains pays se montrent plus inquiets que d'autres. Pour 68 % des Allemands, les objectifs de neutralité carbone ne sont pas réalistes (contre 54 % des Français et 32 % des Italiens). Et la transition énergétique est vue comme une menace pour le pouvoir d'achat par 48 % des Belges, 44 % des Français et 39 % des Allemands.

Des doutes qui incitent même 15 % des Allemands à vouloir « revenir en arrière » (contre seulement 3 % des Français), tandis que plusieurs pays souhaitent continuer cette transition, mais de manière plus prudente.

Des différences complémentaires ?

Pour Catherine MacGregor, pour répondre à ces inquiétudes sur les coûts, « il faut s'assurer que les aides soient aussi ciblées que possible et qu'elles concernent d'abord les ménages les plus modestes. » Autre nécessité : ne pas favoriser une source d'énergie bas carbone plus qu'une autre. « Il faut avant tout se concentrer sur le contenu carbone et être neutre du point de vue technologique. Cela permettra aussi de minimiser les coûts », estime la directrice générale, qui souhaite que le gaz, le poumon historique d'Engie, conserve une place centrale dans le mix énergétique - ce qui lui vaut les [critiques de certaines ONG](#) .

Difficile de réconcilier, pourtant, des opinions très tranchées en Europe entre des Allemands qui, sans surprise, se montrent opposés au nucléaire, des Français qui apparaissent réfractaires au développement de l'éolien (seuls 31 % d'entre eux le placent parmi les deux sources d'énergie les plus propres, contre 75 % des Britanniques) ou des Espagnols qui ont presque complètement adopté le solaire.

« Il existe des sensibilités différentes selon les pays, liées aux choix énergétiques, répond Catherine MacGregor. Mais elles ne sont pas contradictoires, on peut même les utiliser pour construire un vrai marché européen. Ces différences permettent de développer une complémentarité car le système énergétique doit être pensé à la maille européenne. »

Engie pousse ainsi pour développer la complémentarité entre électrons et molécules, et la flexibilité à l'intérieur du marché européen, comme les solutions de stockage. Parmi les mesures que la société préconise, figure enfin le développement des réseaux électriques, auxquels pourraient participer des acteurs privés.

Nicolas Rauline